

**« Si les femmes font partie de la société,
le développement peut se faire beaucoup plus
rapidement que dans les sociétés où les femmes
sont privées du droit de participer. »**



© Amnesty International

Après avoir été chassés du pouvoir 20 ans plus tôt, les talibans ont repris le pouvoir en Afghanistan le 15 août 2021, et le Président du pays est parti en exil. Cette prise du pouvoir a été rendue possible par le retrait d'Afghanistan des troupes américaines, décidé par le gouvernement américain, après la signature, en février 2021, d'un accord de paix signé entre les États-Unis et les talibans.

Au moment de leur prise de pouvoir, les talibans ont assuré à plusieurs reprises avec insistance qu'ils respecteraient les droits humains et notamment les droits des femmes, or ces déclarations sont en totale contradiction avec ce qui est observé et rapporté dans tout le pays depuis leur arrivée au pouvoir. Une vague de violations des droits humains (attaques, mauvais traitements, menaces et restrictions) visent tout particulièrement certaines catégories de la population comme les femmes, les journalistes, les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes, les membres des minorités ethniques ainsi que les personnes ayant pris part à des manifestations, et les membres de la société civile.

Aujourd'hui, les femmes et les filles sont victimes de nombreuses discriminations et violences liées au genre partout en Afghanistan, particulièrement depuis l'arrivée au pouvoir des talibans.

Leurs droits sont bafoués en toute impunité et des « *châtiments* » violents leur sont infligés pour tout acte considéré comme une transgression de l'interprétation du droit musulman par le groupe armé.

Amnesty International a recueilli, en 2021, dans les semaines et mois qui ont suivi la prise du pouvoir des talibans, de nombreux témoignages de femmes afghanes qui appartenaient à diverses sphères publiques et qui racontent, avec leurs propres mots, leur parcours professionnel, comment elles ont vécu l'arrivée au pouvoir des talibans, ainsi que leurs espoirs et leurs craintes pour l'avenir.

En voici trois ci-dessous traduits en français (celui d'une professeure d'université, celui d'une journaliste et celui d'une juge), mais davantage de témoignages sont disponibles en anglais dans le rapport d'Amnesty International « *They are the revolution - Afghans women fighting for their future under the taliban rule* », paru en novembre 2021.

Manizha Ramizy



Manizha Ramizy est une universitaire et une défenseuse des droits des femmes. Après la prise du pouvoir par les talibans, on a dit à de nombreuses femmes professeures d'université de ne pas venir travailler et de nombreuses femmes membres du personnel universitaire n'ont pas non plus été payées. Certaines universités privées ont mis en place des classes séparées pour les femmes, mais de nombreuses universités publiques ont décidé que les femmes ne pouvaient pas travailler tant que des classes non mixtes n'avaient pas été établies.

« J'étais l'un des plus jeunes professeur-e-s d'université et j'enseignais les droits humains à l'Université de Kaboul depuis 2017. Il n'a pas été facile d'entrer dans le monde universitaire en tant que femme enseignante. L'ensemble du système était dominé par les hommes, et les femmes qui souhaitaient entrer dans le monde universitaire ne recevaient que très peu de soutien. J'ai

également été victime de discrimination, mais j'ai réussi à gravir les échelons.

À l'Université de Kaboul, j'enseignais à la Faculté de psychologie, de travail social et d'études sur la protection des droits de l'enfant. Une fois entrée dans le monde universitaire, j'ai travaillé dur pour apporter des changements dans le programme d'études, comme l'inclusion des droits humains dans les matières enseignées à l'université. Finalement, après trois ans, notre travail a porté ses fruits et le ministère de l'Enseignement supérieur a accepté d'inclure les droits humains dans le programme des facultés de sociologie et de psychologie. Dans cette faculté, nous enseignions également aux gens à devenir des travailleurs sociaux, et l'enseignement des droits humains et des droits de l'enfant était donc très important. J'ai écrit un livre sur les droits humains à l'intention des travailleurs sociaux et cette matière est désormais enseignée dans toutes les universités publiques d'Afghanistan.

J'ai également effectué des recherches sur la situation des enfants dans des institutions telles que les orphelinats, et mis en évidence les problèmes auxquels ils et elles sont confronté-e-s. Les résultats de ces recherches ont été publiés et largement diffusés auprès des organisations travaillant sur les questions de protection de l'enfance.

Lorsque l'ambassade des États-Unis a créé les programmes Link-in, qui visaient à mettre en réseau toutes les universités afghanes, j'ai participé volontairement à ce programme pour enseigner les droits humains.

Au cours des dix dernières années, j'ai créé un Centre d'Études juridiques et j'ai plaidé pour la promotion et la protection des droits humains. J'ai essayé et réussi à faire en sorte que les droits humains fassent partie intégrante du programme d'enseignement afin que tous les étudiants connaissent leurs droits fondamentaux, en particulier les étudiants en sociologie et en psychologie.

Avant la prise de pouvoir par les talibans, le plus grand défi pour moi était de convaincre le gouvernement d'intégrer les femmes à des postes-clés et de baser les nominations de femmes sur le mérite. Par le passé, le gouvernement a essayé de contrôler les mouvements de femmes en Afghanistan – s'il s'assurait que les femmes n'étaient pas unies, il lui était plus facile de les contrôler. Malgré cela, de nombreuses femmes ont commencé à créer des mouvements dans tout le pays et à faire entendre leur voix.

Après avoir pris le contrôle de l'Afghanistan en août 2021, les talibans ont effectivement fermé les portes aux femmes qui souhaitaient accéder à l'enseignement supérieur et aucune de mes collègues n'a pu aller enseigner à l'université. Les autorités talibanes ont séparé les sections pour les hommes et les femmes et, dans certaines provinces, les jeunes femmes n'ont même pas le droit d'aller à l'université. Les talibans ne paient même pas les salaires des enseignantes.

Les talibans suppriment systématiquement tous les droits et libertés fondamentaux des femmes et des filles. Les restrictions à la liberté de mouvement et à la participation sociale, économique et politique sont les principaux obstacles aux droits des femmes et des filles en Afghanistan. Le régime taliban crée chaque jour des restrictions et des obstacles pour les femmes et nous n'aurons plus aucune possibilité de développement professionnel et technique.

Mes collègues n'ont pas été autorisées à entrer à l'université de Kaboul par les talibans. Ces derniers ont également fait des descentes dans les maisons et les bureaux des groupes de défense des droits des femmes. En outre, les talibans ont utilisé la violence contre les femmes

manifestantes et ils considèrent la femme simplement comme quelqu'un qui doit accoucher et passer son temps à la maison. Les femmes qui soutenaient financièrement leur famille souffrent plus que quiconque. Empêcher les femmes d'exercer leurs droits économiques, y compris leur droit au travail, constitue une violation des droits humains et une discrimination fondée sur le genre à l'encontre des femmes.

J'espère que non seulement la communauté internationale, mais aussi les personnes afghanes, en particulier les femmes afghanes et les femmes du monde entier, feront entendre leur voix au niveau international pour dénoncer la violence et la discrimination que nous subissons. »

Elaha Sahel



Elaha Sahel est une journaliste et une militante pour les droits des femmes. Si les journalistes afghanes ont pu interviewer des responsables talibans dans les premiers jours qui ont suivi leur prise de pouvoir, la situation s'est rapidement détériorée. Les présentatrices ont disparu de la chaîne de télévision nationale et les femmes journalistes ont commencé à recevoir des menaces, les avertissant d'arrêter de travailler. Dans l'année qui a précédé la prise du pouvoir par les talibans à Kaboul, plusieurs femmes travaillant dans les médias ont été tuées. Selon une recherche de Reporters Sans Frontières (RSF), des centaines de femmes journalistes auraient été contraintes d'arrêter de travailler depuis la prise du pouvoir par les talibans, tandis que des dizaines de médias ont cessé leurs activités. De nombreuses femmes journalistes renommées ont fui le pays ou se cachent actuellement, cherchant un moyen de s'échapper.

« J'ai commencé à travailler comme journaliste à un très jeune âge, peu après le renversement du régime taliban par les États-Unis en 2001. J'ai commencé à travailler avec les médias locaux à Herat et, petit à petit, j'ai commencé à travailler avec des médias nationaux et internationaux. Parallèlement, j'ai continué à travailler à la promotion et à la protection des droits des femmes par différents moyens – des activités civiques à l'organisation de manifestations et de rassemblements

en faveur des femmes.

J'ai travaillé sur des questions telles que le mariage précoce, les femmes en prison et les femmes et filles sans abri.

Lorsque les talibans ont pris le pouvoir en août 2021, tout a changé et nos vies ont été bouleversées. Je ne peux pas exprimer mes sentiments ; j'ai l'impression que tout ce que j'avais s'est envolé en un nuage de fumée.

En tant que journalistes, nous avons accompli beaucoup de choses et nous en avons aussi beaucoup sacrifiées. Le niveau de liberté d'expression en Afghanistan était meilleur que dans n'importe quel autre pays de la région. Plus il y avait de journalistes, plus nous pouvions exercer notre droit à la liberté d'expression et à des médias libres. Les femmes ont fait partie intégrante de cette réussite, que ce soit en tant que reporters sur le terrain ou en tant que présentatrices dans les studios. Nous avons joué un rôle important dans tout ce processus. Les femmes journalistes étaient le visage des médias afghans et nous avons travaillé dur pour attirer l'attention du monde sur la situation des femmes.

J'ai remporté le prix du "Journaliste de l'année" en 2020 et j'ai gagné un autre prix en Ouzbékistan pour mon travail de journaliste. J'ai mené plusieurs projets d'enquête sur la situation des femmes et des filles en Afghanistan et certains d'entre eux ont donné lieu à des débats aux niveaux supérieurs du gouvernement.

Lorsque les femmes et les filles voyaient d'autres femmes sur leur écran de télévision ou entendaient leur voix à la radio, elles pouvaient rêver. Nous leur avons donné le rêve que les femmes n'appartiennent pas seulement à la cuisine. Les femmes peuvent être une partie importante de toute société et leur rôle est important et intégral. Nous avons donné ce rêve à d'autres femmes et jeunes filles de qui elles pouvaient devenir et ce qu'elles pouvaient faire.

Je suis de la génération qui a connu les deux régimes talibans. J'avais 10 ans lorsque les talibans ont pris le pouvoir en 1996, et l'année 2001 m'a permis de rêver à un avenir meilleur et à qui je pouvais devenir. 2001 est l'année de l'accomplissement pour moi ; elle a façonné mon avenir et la personne que je suis devenue aujourd'hui. La période 2001-2005 a été marquée par de nombreuses opportunités. De nombreuses organisations, y compris les médias, tentaient de donner aux Afghanes la possibilité de travailler, de participer et de faire partie du nouvel Afghanistan.

Il est très triste et douloureux pour moi de revenir à la situation dans laquelle j'étais lorsque j'avais 10 ans, lorsque j'ai fait l'expérience des talibans. Cela a été le moment le plus douloureux de ma vie de voir comment l'histoire se répète pour les femmes ici.

Après la prise du pouvoir par les talibans, la première chose qui s'est produite est que des centaines de journalistes et de professionnels des médias, y compris des femmes, ont fui le pays. Cela est dû à la violence et au manque de tolérance des talibans à l'égard des journalistes et des travailleurs des médias dans le passé. Nous savions ce que c'était que de vivre sous les talibans.

Deuxièmement, les talibans ont empêché les femmes de travailler et nous avons toutes perdu notre emploi et notre source de revenus. La plupart d'entre nous n'ont plus d'argent car nos comptes bancaires sont gelés ou, en raison de la crise bancaire, nous ne pouvons pas retirer d'argent. Les journalistes ont beaucoup souffert, en particulier les freelances [personne qui travaille en indépendant, sans être employée d'un média] comme moi, car nous avons perdu notre

emploi sans aucune garantie de la part de nos employeurs.

La discrimination et la violence à l'encontre des femmes journalistes ont commencé juste après la prise de pouvoir des talibans à Heart, le 9 juillet 2021. Nos familles ont été les premières à nous imposer des restrictions, par crainte des représailles des talibans. Elles nous ont dit de ne pas quitter la maison, et quoi porter et quoi ne pas porter, afin d'éviter toute forme d'attaque de la part des talibans.

Les femmes journalistes courent un risque plus élevé que les autres. Les talibans ont autorisé les femmes médecins et les enseignantes du primaire à reprendre le travail, mais ils ont empêché les journalistes de le faire. Aujourd'hui, la plupart des femmes journalistes ont quitté l'Afghanistan ou se cachent. Elles ont disparu des médias locaux.

Lorsque les pourparlers de paix ont débuté il y a deux ans, les Afghanes n'ont cessé de demander à la communauté internationale de veiller à ce que les droits des femmes soient respectés pendant et après le processus de paix. Malheureusement, personne ne nous a écoutées. Les Occidentaux n'ont cessé de nous taxer de "femmes d'élite", de "femmes occidentalisées" et de ne pas être réellement représentatives des femmes afghanes. Ils ont agi ainsi pour nous réduire au silence et s'assurer que nous ne soyons pas entendues. Nous avons été trahies par ceux qui nous ont dit qu'ils étaient ici à cause des femmes afghanes. Au cours des deux derniers mois, nous avons entendu très peu de critiques de la part de la communauté internationale à l'égard de la conduite des talibans contre les femmes, et c'est triste. »

Fawzia Amini



Fawzia Amini est une membre éminente du système judiciaire. Elle a occupé de nombreux postes de haut niveau dans le système juridique afghan. Plusieurs femmes juges ont été tuées ces dernières années dans des attaques présumées des talibans. Depuis que les talibans ont pris le contrôle du gouvernement, les femmes juges ne peuvent pas travailler, et le sort de l'ensemble du système juridique est en jeu. Plusieurs femmes juges ont fui le pays et d'autres se cachent. En plus de perdre leur carrière et leurs moyens de subsistance, les femmes juges risquent de subir des représailles de la part de ceux qu'elles ont emprisonnés par le passé, dont beaucoup ont été libérés ou se sont échappés pendant la prise de pouvoir des talibans.

« J'ai travaillé comme juge doyenne à la Cour suprême d'Afghanistan jusqu'à ce que les talibans prennent le contrôle le 15 août. J'étais membre du Conseil supérieur de la Justice et responsable de la Cour sur les violences faites aux femmes, qui s'occupait spécifiquement des affaires concernant les femmes. Avant cela, j'ai également dirigé le département juridique du Ministère des affaires féminines.

J'ai travaillé pendant plus de 20 ans à des postes de direction au sein du gouvernement. Mes plus grandes réussites sont d'avoir été membre du comité de rédaction de la Loi sur l'Élimination de la violence à l'égard des femmes, de la Loi de la Famille et des règlements relatifs aux centres de protection des femmes en danger. J'ai également travaillé sur les articles 22 et 45 de la Constitution afghane et sur la réforme de la Loi sur le Statut personnel des chiites. J'ai travaillé en étroite collaboration avec le ministère de la Justice pour réviser les lois dans une perspective d'égalité entre les sexes et j'ai veillé à ce que les droits des femmes soient protégés dans toute la mesure du possible. J'ai également organisé des centaines de formations de renforcement des capacités sur des questions juridiques, notamment sur les lois et les règlements afghans qui avaient un lien direct ou indirect avec les femmes.

Au cours des dix dernières années, j'ai participé à l'élaboration de rapports sur l'état de la mise en œuvre des conventions internationales auxquelles l'Afghanistan est partie. J'ai également travaillé

sur les mécanismes judiciaires informels afin de veiller à ce qu'ils respectent et protègent les droits des femmes et des filles. En outre, j'ai travaillé à la fois dans des tribunaux civils et dans des tribunaux pénaux en tant que juge.

Lorsque les talibans ont pris le contrôle de l'Afghanistan en août 2021, j'étais choquée et je me sentais engourdie. Je vivais un cauchemar et je ne pouvais pas croire ce qui se passait autour de moi. J'ai vu mes 20 années de dur labeur, d'éducation et d'expérience professionnelle s'effondrer devant mes yeux en l'espace de quelques secondes. Le moment où j'ai vu les talibans prendre le contrôle a été le moment le plus dur de ma vie. J'ai su que les choses ne seraient plus jamais les mêmes pour moi et des millions d'Afghanes.

Je me suis cachée, comme des centaines d'autres juges, procureurs et avocats. Des milliers de criminels ont été libérés, et ils représentent une grave menace pour nous. J'ai commencé à recevoir des menaces de mort, comme d'autres juges, et nous avons même perdu le système de protection que nous avions avec le gouvernement précédent. De nombreux criminels que nous avons poursuivis sont maintenant à la tête du système. Nous ne savons pas quel sera notre avenir, à moi et ma famille.

Avant même qu'ils ne prennent le contrôle, j'ai reçu des dizaines de menaces de la part des talibans. De nombreux juges et procureurs ont été pris pour cible et tués violemment. À ce moment-là, il y avait au moins un gouvernement auquel nous pouvions demander une protection, ce n'est plus le cas.

Depuis que les talibans ont pris le contrôle, il semble que les criminels soient en liberté et que les juges vivent comme des prisonniers. Nos comptes sont gelés, et nous ne pouvons pas accéder à nos salaires et à notre propre argent. Les talibans ont institutionnalisé la discrimination à l'égard des femmes; ils nient nos droits fondamentaux tels que le droit à l'éducation, le droit à la participation politique et le droit au travail. Ils nient tous les droits qui nous sont donnés par l'Islam et par notre constitution. Ils veulent effacer les femmes de la société et faire de nous toutes des prisonnières dans nos propres maisons. Ils ne veulent pas nous voir ailleurs que dans nos maisons.

Les exécutions extrajudiciaires, les arrestations arbitraires et les meurtres par vengeance sont courants maintenant, et nous ne savons pas quelle loi les talibans suivent. Ce qui se passe maintenant est en totale contradiction avec ce que faisaient les gouvernements depuis 2001.

La discrimination systématique à l'encontre des femmes et des filles en raison de leur sexe est très répandue et fait partie intégrante de la politique des talibans. Les talibans ont supprimé le ministère des Affaires féminines; ils font maintenant du chantage à la communauté internationale en utilisant les droits des femmes comme monnaie d'échange.

La communauté internationale doit faire preuve d'une extrême prudence et ne pas accorder de reconnaissance internationale aux talibans. Elle doit dire aux talibans qu'il ne peut y avoir de société unisexe et qu'ils doivent avoir un gouvernement inclusif. Les femmes doivent jouer un rôle dans différents aspects du gouvernement et du secteur privé. Si les femmes font partie de la société, le développement peut se faire beaucoup plus rapidement que dans les sociétés où les femmes sont privées du droit de participer. »

Source : Amnesty International, *They are the revolution - Afghans women fighting for their future under the taliban rule*, novembre 2021